

CMR

Chrétiens dans le Monde Rural

CHRETIENS DANS LE MONDE RURAL

Association loi de 1901, Chrétiens dans le Monde Rural est à la fois mouvement d'éducation populaire et d'action catholique dans les territoires ruraux. Nos 82 fédérations départementales rassemblent près de 5 000 membres répartis en 500 équipes locales environ. L'organisation du CMR national repose sur un conseil d'administration bénévole, et une équipe nationale de 5 salarié-e-s.

Contact :

Chrétiens dans le Monde Rural

9 rue du Général Leclerc

91230 MONTGERON

Tél : 01 69 73 25 25

www.chretiens-ruraux.fr

cmr@cmr.ccf.fr

CAHIER D'ACTEUR

Chrétiens dans le Monde Rural

EN BREF

Le mouvement Chrétiens dans le Monde Rural, fort de son expérience de terrain de plus de 80 ans en France, et s'appuyant sur ses partenariats nationaux (Solidarité Paysans, Pour une Autre PAC, MRJC) et internationaux (CCFD Terre Solidaire, FIMARC) réclame :

- Une politique agricole commune qui permet des revenus dignes et équitables aux paysans et à leurs familles en Europe
- Une politique agricole qui favorise l'installation des jeunes en agriculture dans de bonnes conditions de travail et de vie, qu'ils soient ou non du milieu agricole
- Une politique agricole qui prend soin de l'environnement et qui permet la production d'une alimentation de qualité à un prix abordable par toutes et tous
- Une politique agricole européenne qui respecte les paysans du Sud et qui favorise la souveraineté alimentaire

Au sein du CMR se rassemblent des agriculteurs et des citoyennes et des citoyens ruraux. Nous réfléchissons et nous agissons ensemble, localement pour améliorer la vie des territoires ruraux. Nous avons la conviction que notre alimentation et notre agriculture sont étroitement liées. Aujourd'hui, la santé et l'environnement sont au cœur de nos préoccupations et sont entrés dans le débat. Avec le pape François, nous redisons que « nous avons besoin d'une conversion qui nous unisse tous, parce que le défi environnemental que nous vivons, et ses racines humaines, nous concernent et nous touchent tous » (Laudato si', 93). Mettons les pieds dans le plat ! Redonnons du goût à la vie !



UNE POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE QUI PERMET DES REVENUS DIGNES ET EQUITABLES AUX PAYSANS ET A LEURS FAMILLES EN EUROPE

Plusieurs de nos membres sont également bénévoles ou salariés à Solidarité Paysans. Nous connaissons les réalités de terrain des difficultés en agriculture. Beaucoup d'agriculteurs travaillent plus de 80 heures par semaine pour au final gagner moins de 500 euros par mois. Nous trouvons cela scandaleux ! La PAC de ces dernières années a été réformée pour tenter de réduire les inégalités entre les agriculteurs (convergence des aides entre les régions) mais tant que les primes du premier pilier seront liées aux surfaces exploitées, la PAC ne parviendra pas à une équité entre les agriculteurs.

Avec Pour une autre PAC, nous sommes favorables à un système de subventions liées au nombre d'actifs sur la ferme, afin de favoriser le développement de l'emploi en agriculture et de contribuer à une juste rémunération du travail.

Notre mouvement fait également partie de la Fédération Internationale des Mouvements d'Adultes Ruraux Catholiques (FIMARC) et nous avons l'occasion d'échanger régulièrement avec nos homologues européens, au sein d'un projet intitulé ProRure, financé par le programme Erasmus +. Au sein de ce réseau, nous avons pu rencontrer des agriculteurs et des habitants des territoires ruraux en Europe centrale et en Europe de l'Est. Nous sommes tous d'accord pour demander à la nouvelle PAC de contribuer à l'équité entre les pays européens, pour éviter une concurrence déloyale entre les territoires. De plus, il nous semble important et urgent de soutenir les agriculteurs et les salariés agricoles des territoires ruraux les plus défavorisés en Europe. Ces populations rurales européennes se sentent abandonnées et reléguées, ce qui mène souvent à la montée du sentiment anti européen et favorise l'arrivée au pouvoir de partis politiques nationalistes et populistes.

UN POLITIQUE AGRICOLE QUI FAVORISE L'INSTALLATION DES JEUNES EN AGRICULTURE DANS DE BONNES CONDITIONS DE TRAVAIL ET DE VIE, QU'ILS SOIENT OU NON DU MILIEU AGRICOLE

Avec nos partenaires du Mouvement Rural de Jeunesse Chrétienne (MRJC), nous souhaitons encourager les jeunes qui le souhaitent à s'installer en agriculture dans de bonnes conditions. Du fait du changement climatique et de la crise écologique que nous vivons (perte de la biodiversité notamment), il est urgent et important de relocaliser au maximum nos systèmes agricoles et alimentaires. Pour cela, il faut donc un bon renouvellement des générations en agriculture en France. De plus, nous pensons que le métier d'agriculteur est un beau métier, que l'on exerce souvent par passion.

En ces temps de remise en cause profonde des systèmes de productions agricoles, nous avons intérêt à pratiquer l'ouverture et à favoriser la créativité et la diversité des pratiques agricoles. Nous croyons que les jeunes qui ne sont pas issus du monde agricole et qui veulent s'installer agriculteurs sont une chance pour l'agriculture de demain. Ils ont leur place, tout autant que les enfants d'agriculteurs qui choisissent librement de reprendre la ferme de leurs parents.

Pour tous ces jeunes, l'accès au foncier agricole est aujourd'hui un obstacle important. Beaucoup de jeunes ne trouvent pas de terres. Et ceux qui en trouvent doivent s'endetter démesurément pour financer leur installation. Ce problème foncier fortement est lié à la PAC actuelle, basée sur les surfaces exploitées.

Pour que les jeunes qui le souhaitent puissent avoir accès à la terre et puissent s'installer sans trop s'endetter (et donc avoir plus de chance de dégager un revenu suffisant pour vivre dignement), il faut réformer la PAC, en attribuant les aides en fonction du nombre d'actifs et non plus en fonction du nombre d'hectares. Il faut aussi continuer de verser une aide supplémentaire aux jeunes agriculteurs.

UNE POLITIQUE AGRICOLE QUI PREND SOIN DE L'ENVIRONNEMENT ET QUI PERMET LA PRODUCTION D'UNE ALIMENTATION DE QUALITE A UN PRIX ABORDABLE PAR TOUTES ET TOUS

Ces dernières années, les primes PAC ont été davantage liées à des critères environnementaux pour les agriculteurs (surfaces d'intérêt écologique, couverts végétaux l'hiver, diversité dans l'assolement, aides à la conversion et au maintien de l'agriculture biologique) mais dans les faits, les changements nécessaires pour la transition agro écologique sont lents et timides à l'échelle de l'agriculture française.

Au sein du CMR, il y a des agriculteurs très divers, en termes de pratiques agricoles et d'appartenance syndicale. Nous essayons à notre humble niveau de favoriser les échanges de pratiques et les débats, entre agriculteurs et avec les citoyens au sujet de la durabilité de nos systèmes agricoles et alimentaires.

Pour le CMR, il est important que cette transition agro écologique nécessaire n'exclut personne, ni au niveau des agriculteurs, ni au niveau des consommateurs.

Nous encourageons la PAC à continuer de soutenir les pratiques plus durables au niveau environnemental et nous attendons de la France qu'elle s'engage auprès des agriculteurs biologiques comme elle l'a fait auprès des agriculteurs en général lors des retards de versement des primes PAC. Il est scandaleux que les primes à l'agriculture biologique aient parfois un retard de versement de plusieurs années pour certains agriculteurs.

On ne peut pas d'un côté exiger davantage des agriculteurs en termes de protection des ressources naturelles, et de l'autre, retarder le paiement des aides PAC à l'agriculture biologique.

UNE POLITIQUE AGRICOLE EUROPEENNE QUI RESPECTE LES PAYSANS DU SUD ET QUI FAVORISE LA SOUVERAINETE ALIMENTAIRE

Le CMR, en tant que membre de la collégialité du Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement – Terre Solidaire (CCFD-Terre Solidaire) et du fait de son implication dans la FIMARC, est solidaire des paysans et des citoyens des pays du Sud.

Dans nos actions d'éducation populaire, et grâce à la méthode du Voir Juger Agir de l'action catholique, nous avons souvent aidé les gens à prendre conscience des impacts négatifs de la PAC sur les systèmes agricoles et alimentaires des pays du Sud : fermeture du marché européen aux importations agricoles au titre de la préférence communautaire, exportations subventionnées des excédents alimentaires européens qui représentent une concurrence déloyale pour les paysans locaux. Tout cela contribue à l'appauvrissement des populations rurales dans le monde, et à des problèmes de disettes et de famines accentuées par les guerres et la corruption des Etats. De nombreux ruraux des pays du Sud ont fait le choix de migrer vers les villes ou vers l'Europe, car leur activité agricole ou rurale n'était pas viable. Un certain nombre d'entre eux travaillent comme salariés agricoles en Europe, dans des conditions de vie indignes. Ce système doit cesser.

Par fraternité, nous, membres du CMR, sommes engagés pour les droits des paysans tels qu'ils ont été proclamés dans la déclaration des droits des paysans à l'ONU en 2018. Nous invitons l'Union Européenne à se laisser interpeler par cette déclaration et à réformer sa PAC, afin de favoriser la sécurité alimentaire dans le monde et la lutte contre la pauvreté dans les territoires ruraux.